

FAITS ET ŒUVRES

LA HOLLANDE AU VATICAN

Pendant que des politiciens sectaires s'obstinent à ne pas vouloir reprendre, auprès du Saint-Siège, un poste que la France devait à sa dignité et à ses meilleurs intérêts de ne pas abandonner, les gouvernements des autres nations d'Europe décident, les uns après les autres, d'avoir leurs ambassadeurs au Vatican.

Hier, c'était l'Angleterre anti-papiste qui envoyait Sir Henry Howard pour la représenter auprès du chef des catholiques et c'est aujourd'hui la Hollande, dont le peuple est en majorité protestant, qui délègue vers le Pape, un envoyé spécial.

La mesure qui autorise le gouvernement hollandais à créer ce nouveau service diplomatique a été adoptée par la Première Chambre des États-Généraux, sans aucune discussion, et si, dans la Seconde Chambre, elle a rencontré quelques adversaires, ceux-ci ne l'ont combattue que faiblement et sans aucune acrimonie. Qu'on en juge par les raisons qu'ils invoquaient pour justifier leur opposition : beaucoup de diplomates accrédités auprès du Saint-Siège ont dû, depuis quelques mois, s'éloigner de Rome ; on peut douter que la paix qui terminera cette guerre se fasse par l'intermédiaire du Souverain-Pontife ; il y a beaucoup de pays qui n'ont pas encore de représentants attitrés auprès du Pape.

Quant au cabinet, il a voulu proclamer hautement que pas une puissance au monde n'a autant de titres que la Papauté, pour mener à bon terme les négociations d'une paix basée sur la justice.

Le ministre des Affaires Étrangères, en déclarant que la mission projetée n'aurait qu'un caractère transitoire, a affirmé nettement que le seul moyen de travailler de concert avec le Saint-Siège pour le rétablissement d'une paix que la Hollande ne peut s'empêcher de désirer pour des jours prochains, c'était d'envoyer à Rome un représentant du gouvernement des Pays-Bas.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré que si la Hollande demeure officiellement un pays protestant, elle n'en contient pas moins un grand nombre de catholiques et que cela seul la justifierait d'envoyer à Rome un représentant des intérêts catholiques hollandais. Mais, il y a plus, a affirmé le ministre : le Pape doit être regardé comme une puissance internationale dont il faut tenir grand compte alors qu'il s'agit de ramener dans le monde entier une paix dont nous, des Pays-Bas, ne pouvons nous désintéresser.

Les catholiques des deux Chambres des États-Généraux n'ont pris aucune part à ce débat au cours duquel, on le voit, la puissance morale de la Papauté a reçu de la part de ses adversaires, les plus magnifiques témoignages.